

Suicide chez les agriculteurs

La préfète reçoit les représentants du Samu Social Agricole 32



Suicide chez les agriculteurs

Catherine Seguin, préfète du Gers, a reçu aujourd'hui, à leur demande, les représentants du Samu Social Agricole 32 pour évoquer le sujet douloureux des suicides d'agriculteurs.

La préfète a écouté avec attention les inquiétudes et les attentes exposées par les représentants de cette association.

Elle a rappelé que le sujet du repérage, de l'accompagnement et du soutien des agriculteurs en difficulté ou en situation de détresse, quel qu'en soit le motif et l'origine, est suivi avec une attention constante par les services de l'État dans le Gers.

Dans le cadre de la déclinaison départementale du plan national de prévention des suicides dans le monde agricole (mis en place dès 2011), un dispositif a été déployé pour permettre à tous les acteurs locaux (Mutualité Sociale Agricole, Direction départementale des territoires (DDT), Chambre d'Agriculture, services fiscaux et sociaux, banques...) ayant connaissance de telles situations de partager l'information dans le cadre du secret professionnel, et, en fonction du type de difficultés rencontrées (problèmes de santé, difficultés relationnelles, problèmes financiers...) de prendre en charge et d'orienter le mieux possible et dans les délais les plus brefs les agriculteurs qui le nécessitent.

Outre les dispositifs mis en place et gérés par la MSA (cellule de prévention du mal être, accompagnement par les travailleurs sociaux, aide au répit, numéro d'urgence Agri-écoute – actif 24h/24 7j/7, réseau d'alerte élus et « sentinelles »...), deux instances locales de l'État, présidées l'une par la DDT, la seconde par la préfète ou son représentant, peuvent être réunies à tout instant sur des situations d'agriculteurs en difficulté :

- Tout d'abord, la cellule d'accompagnement ex commission des agriculteurs en difficulté, présidée par la DDT, a été instaurée en 2014. Dès qu'un cas est signalé par la MSA ou tout autre partenaire ou personne extérieure, une réunion est immédiatement organisée pour partager l'analyse sur la nature des difficultés rencontrées ainsi que le type d'accompagnement à mettre en place. Depuis 2017, cette Commission a examiné et résolu les 10 dossiers d'exploitants agricoles qui lui ont été présentés, et a été saisie d'un dossier en 2019, actuellement en cours d'instruction.
- Le CODEFI (Comité Départemental d'Examen des problèmes de Financement des entreprises), spécialisé sur les questions économiques et financières, peut se réunir également pour étudier les dossiers d'exploitations agricoles, en présence de nombreux acteurs (Préfecture, MSA, Banque de France, banques, Chambre d'Agriculture, DDT, DDFIP...). Récemment encore, le 11 avril dernier, une réunion présidée par la préfète a permis d'examiner le cas d'un agriculteur gersois.

Le sujet de l'accompagnement des agriculteurs en difficulté est suivi avec constance, vigilance et détermination par les services de l'État en lien étroit avec l'ensemble des partenaires appelés à travailler directement ou indirectement avec les professionnels du secteur agricole.

La préfète a ainsi rappelé aux représentants du Samu Social Agricole que la question fondamentale de l'alerte et de la détection des personnes en situation de détresse potentielle était une responsabilité collective et citoyenne. Cette association, forte de son réseau, doit signaler les cas de grande difficulté, afin de permettre aux intervenants compétents d'agir au plus vite et de leur venir en soutien.

Illustration Pixabay.com